

Je suis en effet professeur des écoles spécialisé dans une ULIS école handicap moteur. J'enseigne depuis 28 ans, j'ai été formée à l'Ecole Normale de Grenoble. Je suis dans une école où règne encore une certaine mixité sociale. Nous avons des enfants du voyage, des enfants d'origine Maghrébine, des enfants venant des pays de l'est mais aussi des enfants de cadres, enseignants, artisans ... L'ambiance générale de notre école est plutôt bonne même s'il y a des difficultés. Il règne une bonne entente entre les collègues ce qui aide beaucoup dans les situations compliquées.

Malgré tout, nous avons de plus en plus le sentiment que l'école est perçue comme un simple service public : les parents mettent leurs enfants à l'école comme ils vont faire leurs courses au supermarché. Il n'y a plus le respect de l'institution et des enseignants comme lorsque j'ai commencé, que ce soit au niveau des parents comme des enfants. Nous avons l'impression que l'école ne représente plus un enjeu, un quelconque intérêt, que les exigences éducatives des parents ont beaucoup baissé et que le niveau de vocabulaire et de connaissances générales baisse également. Tous ces constats sont établis quelle que soit l'origine sociale, à des degrés divers bien sûr.

Nous autres, enseignants du primaire, nous sommes en contact direct avec les familles et la société actuelle, nous avons devant nous de plus en plus d'enfants qui ont des troubles attentionnels ou perturbés par une vie familiale déstructurée ou compliquée par le chômage ou autre ... des enfants qui ont accès librement à internet ou au téléphone portable. Autrement dit, avec un vécu tellement dense que l'école passe au second plan et des soucis de comportement autrefois gérés en collège que nous retrouvons maintenant en primaire mais sans avoir les moyens du collège (pas de CPE, pas de secrétaire ...).

Difficile de gérer toutes ces difficultés lorsque les classes sont trop chargées. Dans notre école, seules les classes de CP et CP/CE1 ont un effectif correct cette année (24 élèves) les autres niveaux ont entre 28 et 31 élèves.

Difficile également de remplir notre mission d'inclusion pour les enfants de l'ULIS école lorsque les classes ont de tels effectifs.

Autres remarques :

- En ce qui concerne le numérique à l'école, il y a encore beaucoup de disparités dans les équipements d'une commune à une autre. Dans notre école sur 6 classes, seules 2 sont équipées d'un vidéo projecteur et d'un TBI (depuis décembre seulement).
- Au sujet des nouveaux rythmes scolaires, même si sur le principe l'idée était bonne, leur mise en place a renforcé les inégalités entre les communes et entre les enfants :

Sur notre école, des TAPS ne sont organisés qu'une fois par semaine (pour chaque cycle) de 16h30 à 17h30. La mairie travaille sur une autre organisation l'année prochaine, mais qui s'annonce compliquée à mettre en œuvre. Sur 10 enfants de l'ULIS, un seul peut en profiter

car ses parents ont la possibilité de venir le chercher. Les autres doivent repartir avec leur taxi.

De plus, ces activités dans le cadre des TAPS étant payantes, les enfants qui en auraient le plus besoin n'en profitent pas pour des raisons financières.

- Pour les enfants de l'ULIS ces nouveaux rythmes leur chargent encore plus leur emploi du temps. Avant, ils avaient de la rééducation le mercredi matin, maintenant pour certains, ces rééducations sont le soir après l'école ou le mercredi après-midi car de moins en moins d'enfants sont pris par les SESSD faute de places.
- En ce qui concerne notre formation continue, d'année en année elle se réduit et devient de moins en moins adaptée. Cela fait 5 ans que je suis sur cette ULIS, et on ne m'a proposé aucune formation adaptée à part consulter la plateforme magistère sur mon temps personnel. Il existe des formations intéressantes mais elles sont payantes et se font le week-end ou pendant les vacances.
- Dans notre profession, nous n'avons aucune visite médicale du travail ... de plus en plus de collègues font une dépression au cours de leur carrière.
- Au niveau de la reconnaissance par notre hiérarchie, les récentes annonces concernant la revalorisation de notre profession vont dans le bon sens mais comment explique-t-on que d'un département à un autre, à ancienneté égale, les changements d'échelon et passages à la hors classe ne se fassent pas sur les mêmes critères ?

Je pense que en plus du fait qu'il faut absolument trouver des solutions pour faire baisser le chômage de manière significative voire le faire disparaître afin que les familles puisse vivre décemment, l'école primaire aurait besoin de vrais moyens :

Par exemple :

Les maîtres surnuméraires sont une bonne idée, mais devraient être généralisés à toutes les écoles.

Des effectifs qui ne devraient pas dépasser 20 en cycle 2 et 24 en cycle 3 permettraient un meilleur suivi des élèves en difficultés.

Les EVS pourraient être généralisés à toutes les écoles.

Une vraie formation pour les AVS qui ont un rôle important auprès des enfants en situation de handicap ce qui favoriserait la mise en place des inclusions.